

6 décembre 2001 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, avec la radio télévision de Serbie le 6 décembre 2001, sur les relations entre la France et la Yougoslavie.

QUESTION - Monsieur le Président, vous venez en visite officielle en Yougoslavie. Cette visite devait être effectuée au mois de septembre mais, en raison des attentats qui se sont déroulés aux Etats-Unis, vous avez décidé de reporter cette visite. Comment estimez-vous la situation mondiale actuelle depuis la mise en oeuvre de la lutte contre le terrorisme ?

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord dire ma joie de faire ce voyage, de venir en République fédérale de Yougoslavie à l'invitation du Président KOSTUNICA. D'un commun accord, nous avons décidé de reporter la date en raison des attentats du 11 septembre et je remercie les autorités de votre pays d'avoir renouvelé leur invitation et de m'accueillir pour un voyage auquel j'attache beaucoup d'importance. Pour des raisons naturellement de politique internationale, pour des raisons contemporaines mais aussi pour des raisons historiques et qui tiennent aux liens qui existent entre nos deux pays.

Alors, la situation, vous me demandez mon sentiment sur la situation actuelle. Je suis heureux d'abord que la solidarité internationale se soit manifestée pour soutenir les Etats-Unis qui avaient été agressés et qui étaient en situation de légitime défense. Heureux de voir que ce régime archaïque des Taliban, qui n'avait aucun respect pour les Droits de l'Homme, entre autres, que ce régime soit aujourd'hui disparu. Mais la lutte contre le terrorisme n'est pas pour autant terminée. C'est une lutte qui exigera une très grande mobilisation et une mobilisation mondiale, une vraie coalition contre le terrorisme et donc un rôle prépondérant de l'ONU.

Il y a une coalition qui devra s'attaquer sur tous les plans au terrorisme, non seulement sur le plan militaire comme en Afghanistan mais également dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, de la lutte contre la présence, je dirais, de sanctuaires dans certains pays où les terroristes trouvent un abri, une possibilité de développer leurs actions, dans l'échange nécessaire de renseignements, dans une coopération policière et aussi judiciaire, c'est ce que fait l'Union européenne en définissant un mandat d'arrêt européen. Bref, c'est une lutte qui commence, qui doit être globale et qui sera longue.

QUESTION - La coopération internationale pour la lutte contre le terrorisme figurera-t-elle au menu des entretiens que vous aurez à Belgrade et quels sont les objectifs de votre visite ?

LE PRESIDENT - La lutte contre le terrorisme figurera certainement parmi les sujets que nous évoquerons avec les autorités de Belgrade mais ce n'est pas le seul sujet. L'évolution de la situation dans les Balkans, la situation en République fédérale de Yougoslavie, la nécessité que l'ensemble des pays de cette région du sud-est de l'Europe poursuivent dans une voie, je dirais, sereine, pour accéder à l'Union européenne où ils ont, par définition, toute leur place, seront au coeur même de nos discussions.

Nos relations bilatérales également, bien sûr, tant sur le plan économique que sur le plan culturel, auront également une place.

QUESTION - Comment estimez-vous le bilan du pouvoir actuel en Serbie et en Yougoslavie et pensez-vous qu'il a eu le temps d'effectuer de nombreuses réformes ? Reste-t-il encore beaucoup de choses à faire ?

LE PRESIDENT - Je trouve que ce bilan est très remarquable. Ce pays a été frappé par toute une période, je dirais, de paralysie, pendant tout le régime de MILOSEVIC, sans évoquer les autres caractéristiques de ce régime. Son économie est effondrée, ses relations internationales ont été

caractéristiques de ce régime. Son économie s'est effondrée, ses relations internationales ont été réduites quasiment à néant et aucun progrès social ne pouvait être enregistré, sans parler naturellement des Droits de l'Homme et des libertés.

En à peine plus d'un an, le peuple de Serbie, de la République fédérale de Yougoslavie, a retrouvé sa liberté, sa dignité, ça c'est un immense progrès. L'économie a commencé à retrouver le chemin du développement, la coopération avec l'Union européenne, avec le reste du monde, s'est développée sur le plan économique. Je pense par exemple aux décisions toutes récentes prises par le Club de Paris pour diminuer considérablement la dette de la République fédérale de Yougoslavie. Sur le plan culturel, ce pays, par ailleurs bouillonnant d'initiatives et d'intelligence, retrouve sa place. Les réformes, notamment de structures aussi bien gouvernementales qu'économiques, sont engagées. Tout cela en à peine plus d'un an. Alors, naturellement, rien n'est parfait, les choses ne viennent jamais assez vite pour ceux qui attendent mais c'est un beau bilan.

QUESTION - Les entreprises françaises, malgré les relations étroites qu'entretiennent nos deux pays, sont encore assez peu présentes en Yougoslavie. De quelle façon pourrait-on développer cette coopération ?

LE PRESIDENT - Il faut toujours un temps d'adaptation et, notamment en matière d'investissement, les entreprises doivent prévoir. Ce que je peux vous dire, c'est que les entreprises françaises sont très intéressées par les réformes qui sont engagées et qu'elles sont très ouvertes aux investissements que, dans le cadre de ces réformes, elles pourraient réaliser. Je suis sûr que ces investissements vont se développer beaucoup dans les années qui viennent.

QUESTION - La France en tant que l'un des pays moteurs de l'Union européenne peut-elle aider la Yougoslavie à trouver sa place en Europe ?

LE PRESIDENT - Sans aucun doute et elle le fera avec tout son cœur. La France souhaite que l'ensemble des pays européens constituent une Union qui nous permette de garantir la paix, le progrès et la démocratie et, dans cette Union, il va de soi que les pays du sud-est de l'Europe ont toute leur place et au premier rang de ces pays il y a naturellement la République fédérale de Yougoslavie. C'est pourquoi nous sommes attachés à une évolution pacifique, sereine, des relations entre ces pays et c'est pourquoi nous sommes attachés au maintien des frontières, au respect des frontières, au respect des minorités et, dans ce contexte, la voie est toute tracée pour ces pays, et notamment bien sûr pour la République fédérale, la voie est toute tracée pour rejoindre l'Union européenne.

QUESTION - Pensez-vous que les tensions à l'intérieur de la République fédérale de Yougoslavie et à l'intérieur de la Serbie nuisent à l'image de la Yougoslavie au sein de la Communauté internationale ?

LE PRESIDENT - Les tensions sont toujours difficiles à comprendre et donc c'est vrai qu'elles peuvent nuire à l'image d'un pays sur le plan international. Mais j'ai intuitivement confiance dans l'intelligence des hommes et des femmes qui forment ensemble la République fédérale de Yougoslavie pour que ces tensions se règlent dans le respect des autres, dans le respect des droits de chacun. Et je souhaite pour ma part que la République fédérale trouve la solution à ses problèmes notamment en ce qui concerne le Monténégro et que nous ayons demain une République fédérale de Yougoslavie forte et au sein de l'Union européenne.

QUESTION - La position de la Yougoslavie sur la scène internationale dépend-elle de la coopération de la Yougoslavie avec le Tribunal pénal international qui se trouve à La Haye ? Comment estimez-vous le bilan de cette coopération jusqu'à présent ?

LE PRESIDENT - Cette coopération est nécessaire, elle est inévitable et elle correspond à l'idée que l'on doit avoir dans le monde moderne du respect des Droits de l'Homme et de la nécessité d'éviter à l'avenir tous les drames que nous avons connus à ce sujet dans le passé. Cette coopération est positive, je m'en réjouis, elle est nécessaire et je suis sûr qu'elle se développera sans réserves de la part de la République fédérale de Yougoslavie.

QUESTION - La France s'est beaucoup impliquée pour trouver une solution au problème des Balkans. Que pensez-vous de la situation au Kosovo maintenant que les élections ont eu lieu et que pensez-vous de l'accord qui a été signé en Macédoine entre les deux parties ?

LE PRESIDENT - D'abord, je me réjouis des élections du Kosovo. Je les avais souhaitées, à une époque où certains les craignaient. Elles se sont bien déroulées et je me réjouis que les différentes communautés y aient participé. C'est de bon augure pour l'avenir.

Je me réjouis aussi de l'accord qui est intervenu en Macédoine de façon à ce que ce pays puisse régler ses problèmes de tensions internes dans des conditions qui soient conformes à ses intérêts et surtout conformes à la dignité de chacun, ce qui veut dire dans le respect de l'autre.

QUESTION - Nombreux sont ceux qui pensent aujourd'hui que le monde a fait beaucoup de promesses pour aider la Yougoslavie après les changements de l'automne 2000 mais que peu d'entre elles ont effectivement été réalisées. La presse européenne avait annoncé que vous vous avez personnellement empêché la destruction des ponts belgradois pendant les bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie. C'est à vous que j'adresse la question suivante : pourquoi tarde-t-on à reconstruire les autres ponts qui ont été détruits ?

LE PRESIDENT - Les choses ne vont jamais aussi vite que l'on souhaiterait. Il n'en reste pas moins que l'Union européenne a fait un effort très important sur le plan financier, quelque 700 millions d'euros en direction de la République fédérale, ce qui était d'ailleurs légitime et un acte de solidarité. De la même façon, je l'évoquais tout à l'heure, notamment avec l'appui très efficace de la France au Club de Paris, les 2/3 de la dette yougoslave ont été effacés. Donc il y a eu des choses de faites.

S'agissant de la période des hostilités, c'est vrai que la France et moi-même nous avons appuyé l'action militaire contre le régime de MILOSEVIC. Mais j'ai toujours indiqué que je ne considérais concevable que des actions contre l'appareil répressif de MILOSEVIC et non pas contre le peuple, naturellement, et notamment le peuple de Belgrade. Et c'est dans cet esprit, parce que je ne voyais pas l'utilité de détruire des ponts, que j'ai effectivement opposé mon veto dans le cadre des actions menées par l'OTAN à la destruction de ponts. Cela a créé quelques tensions, parfois, mais j'ai tenu bon.

QUESTION - Pour terminer Monsieur le Président, quel serait votre message aux habitants de Serbie et de Yougoslavie ?

LE PRESIDENT - C'est d'abord un message d'estime et d'amitié fondé sur une longue solidarité historique entre nos deux peuples. Un message, aussi, d'espoir. J'ai la conviction que, si chacun veut mettre un peu du sien, c'est-à-dire comprendre le respect qu'on doit aux autres, alors la voie qui conduira demain la République fédérale de Yougoslavie à la place qui doit être la sienne, c'est-à-dire une place éminente dans l'Europe pacifique, développée, moderne de demain, cette voie est toute ouverte.

Et je voudrais dire aux hommes et aux femmes de Serbie et de l'ensemble de la République fédérale de Yougoslavie que, dans cet esprit, la France sera toujours à leurs côtés. Et elle le sera bien sûr parce que c'est l'intérêt d'une Europe démocratique, pacifique, prospère mais c'est aussi tout simplement l'élan du cœur qui nous y conduits.

Je vous remercie et je dis à tous vos téléspectateurs la joie qui est la mienne de venir à Belgrade les voir.